

La Lituanie et la Ruthénie blanche en 1812 : enjeux entre Alexandre I^{er}, Napoléon et les Polonais

DANIEL BEAUVOIS

Si le livre récent de Dominic Lieven semble avoir magistralement liquidé la notion de « guerre patriotique russe » ayant provoqué la victoire d'Alexandre I^{er} contre Napoléon, en montrant qu'il s'agissait, en fait, du remarquable succès d'une armée d'ancien régime¹, il est sans doute important d'y ajouter quelques réflexions sur l'enjeu que constituait, dans ce conflit, la zone située entre la frontière de l'Empire russe (le Niémen) et les premiers combats importants en territoire véritablement russe (Smolensk et Borodino).

La plus grande part de cette zone n'appartenait à la Russie que depuis moins de vingt ans, à la suite des derniers « partages de la Pologne » (1793 et 1795). L'annexion des provinces de Vitebsk et de Moghilev (1772) ne remontait qu'à quarante ans. Pas plus qu'en Russie, les serfs de Lituanie et Belarus n'avaient la moindre conscience nationale et leurs propriétaires polonais – confirmés par Catherine II dans leurs privilèges nobiliaires – n'avaient aucune velléité d'éveiller cette conscience. Ils considéraient le peuple

1. D. Lieven, *La Russie contre Napoléon, la bataille pour l'Europe (1807-1814)*, trad. de l'anglais par A. Roubichou-Stretz, Paris, Éd. des Syrtes, 2012.

comme une sorte de cheptel, polonais comme eux. Ces nobles, en revanche, avaient une conscience politique, formée depuis la fin du Moyen Âge et les débuts de la Renaissance. La plupart gardaient le souvenir de leurs ancêtres, seuls citoyens de l'immense grand-duché de Lituanie dont le grand-duc avait épousé la reine de Pologne en 1385. Ces ancêtres avaient scellé l'Union lituano-polonaise à Lublin, en 1569. Les annexions successives de cette zone par Catherine II avait été « légitimées » par le caractère slave de la paysannerie serve, c'est-à-dire, paradoxalement, par la présence d'un groupe sans existence civique. En fait, elles avaient été fondées sur le ralliement progressif des propriétaires polonais de domaines terriens. Ceux-ci avaient, en effet, assez massivement participé aux couronnements de Paul I^{er} et d'Alexandre I^{er}, afin de préserver leurs biens fonciers².

La frontière ouest mal assurée de l'Empire russe

L'ensemble du tronçon russe de l'ancienne république (*rzeczpospolita, reč pospolitaja*) recouvrait exactement l'ancien grand-duché lituanien dans sa plus grande extension du XV^e siècle, c'est-à-dire englobant également les provinces ukrainiennes de la rive droite du Dniepr. Sans la collaboration des *pomešćiki* (propriétaires nobles) polonais, l'armée et la police russes étant insuffisantes en nombre, l'administration impériale de cette zone était impossible. Or Bonaparte, dès ses campagnes d'Italie, avait utilisé des légions polonaises et fait naître des rêves de restauration dans tous les tronçons de l'ancienne Pologne. Son couronnement, puis ses victoires, avaient renforcé les espoirs des Polonais qui prirent d'abord corps, en 1807, avec la transformation du tronçon prussien de la Pologne en duché de Varsovie, puis, en 1809, avec le rattachement du tronçon autrichien (la Galicie) à celui-ci.

Devant ce petit État polonais, doté d'une constitution et du Code civil, qui désormais était contigu à l'Empire russe par la troisième partie de l'ancienne république où, depuis 1801, beaucoup de traits polonais avaient été conservés (la langue et la culture officielles surtout), l'attitude d'Alexandre fut longtemps ambiguë. Tout en feignant de respecter l'alliance de Tilsit avec l'empereur des

2. D. Bovua [Beauvois], *Gordiev uzel Rossijskoj imperii, vlast', šljachta i narod na pravoberežnoj Ukrainie, 1793-1914* [Le nœud gordien de l'Empire russe : le pouvoir, la noblesse et le peuple en Ukraine rive droite, 1793-1914], M., Novoe Literaturnoe Obozrenie, 2011.

Français, il manifestait sa répugnance à l'aider contre l'Autriche et punissait de confiscation de leurs domaines les quelques Polonais de son empire qui franchissaient la frontière pour aller porter aide au duché et à Napoléon³. Il était aussi très inquiet des discours tenus dans certaines assemblées nobles, à l'occasion du renouvellement périodique des instances nobiliaires de ses provinces encore appelées « ci-devant polonaises ». Certaines sympathies pro-françaises s'y exprimaient trop nettement, faisant craindre la perte des agrandissements obtenus par Catherine II⁴.

Mais, par ailleurs, l'empereur de Russie se flattait de pouvoir profiter de sympathies polonaises et de les utiliser, aussi bien que Napoléon, pour pousser plus loin l'agrandissement en gagnant le duché. Depuis 1803, une politique scolaire habile avait fait de Vilna, grâce à son université, la capitale culturelle de toutes les provinces occidentales de l'Empire et y avait garanti la pérennité de la langue polonaise, assurant ainsi l'une des attentes les plus fortes de la noblesse polonaise⁵. L'exploitation tranquille des serfs était mieux assurée par les Russes que par les Français. Alexandre, depuis dix ans, avait acquis, chez ses sujets polonais de l'Ouest, une réputation de bienveillance à l'égard de leur cause. Dès 1811, ces propriétaires terriens avaient, sans rechigner, fourni les contingents

3. *Ibid.*, p. 195-200. Les relations entre Napoléon et Alexandre sont bien étudiées chez N. A. Troickij, *Aleksandr I i Napoleon* [Alexandre I^{er} et Napoléon], M., Vysšaja škola, 1994 et surtout A. Zorin, *Kormija dvuglavogo orla... Literatura i gosudarstvennaja ideologija v Rossii v poslednej treti XVIII- pervoj treti XIX veka* [Nourrir l'aigle à deux têtes... La littérature et l'idéologie étatiques en Russie, dernier tiers du XVIII^e et premier tiers du XIX^e s.], M., Novoe Literaturnoe Obozrenie, 2001.

4. D. Bovua, *Gordiev uzjel...*, *op.cit.*, p. 199-203 ; il sera peu question ici de la partie ukrainienne des provinces ci-devant polonaises de l'Empire russe. Seuls quelques projets la concernant avaient été élaborés : voir V. V. Adadurov, « *Napoleonida* » na *Sxodi Jevropy : ujavlennja, proekty na dyjal'nost' urjadu Franciji ščodo pyvdenno zachidnyx okrajin Rossijs'koji Imperiji na počatku XIX stolittja* [La « Napoléonide » dans l'Est de l'Europe : les déclarations, les projets et l'action du gouvernement français concernant les confins sud-ouest de l'Empire russe au début du XIX^e siècle], Lviv, Vydavnictvo Ukraïns'koho Universytetu, 2007.

5. D. Beauvois, *Lumières et Société en Europe de l'Est : l'université de Vilna et les écoles polonaises de l'empire russe 1803-1832*, 2 vol., Lille-Paris, ANRT, et Paris, Champion, 1977 ; trad. augmentée, en polonais : D. Beauvois, *Wilno, polska stolica kulturalna zaboru rosyjskiego 1803-1832* [Vilna, capitale polonaise culturelle des territoires annexés par la Russie, 1803-1832], Wrocław-Cracovie, Wydawnictwo Uniwersytetu Wrocławskiego, 2010 et 2012.

de serfs exigés par les ministres Araktcheïev, puis Barclay de Tolly. Des régiments de uhlans portant les noms de « polonais », « volhynien », « lituanien » étaient intégrés à l'Armée russe. Le successeur de Kosciuszko, à la fin de l'insurrection polonaise de 1794, Tomasz Wawrzecki, était maintenant parmi ceux qui organisaient les fournitures pour l'armée du tsar, bien avant l'attaque de Napoléon. Des généraux polonais de valeur, comme Czaplic, allaient bientôt se distinguer en luttant contre les Français et contre les Polonais de Poniatowski, venus du duché. La plus riche famille polonaise d'Ukraine avait donné à Alexandre I^{er} l'un de ses plus brillants aides de camp, le général Wladyslaw Branicki. Un autre aristocrate, ancien insurgé de 1794, le compositeur très connu M. K. Oginski, présenta au tsar, en 1811, un plan de création d'un État « lituanien », c'est-à-dire polonais, satellite de la Russie, dans les frontières de l'ancienne Lituanie, sur le modèle de la Finlande.

Alexandre avait déjà parlé d'un plan analogue au prince A. J. Czartoryski, le 24 novembre 1809. Ce prestigieux Polonais avait été son ministre des Affaires étrangères en 1804-1805. Il lui avait répondu qu'à son avis les « vrais Russes » (*istinnye russkie*) ne lui semblaient pas prêts à accorder à cette zone les mêmes avantages qu'à la Finlande. On était au moment où Napoléon envisageait son remariage avec Anna Pavlovna, la sœur d'Alexandre, alors âgée de 16 ans. Alexandre, avant le refus de sa mère, avait assorti un éventuel accord d'une convention, signée par Napoléon, le 5 janvier 1810, par laquelle celui-ci renonçait à tout projet de réunification de la Pologne⁶. Dès que cette convention perdit sa valeur, du fait du mariage de Napoléon avec Marie-Louise, en mars 1810, le tsar pressa nettement Czartoryski de sonder l'opinion et de préparer une autonomie lituanienne. Le prince pensa que la plupart des nobles polonais attendaient plus du duché que de Saint-Pétersbourg. Il esqua de nouveau la proposition, mais, le 6 janvier 1811, il eut la surprise de recevoir encore un plan où le tsar reprenait à son compte les intentions qu'on prêtait à Napoléon dans le duché. Le moment était venu, disait Alexandre, de prouver aux Polonais que la Russie n'était pas son ennemie, mais son amie véritable et naturelle, que c'était elle qui allait réaliser la restauration de leur pays, que c'était là, depuis toujours, son « idée favorite ». À la demande de précision du prince, il alla beaucoup plus loin, le

6. Je suis, ici et plus loin, les citations de la correspondance d'A. J. Czartoryski données par Marcell Handelsman, *Adam Czartoryski*, T.1, Varsovie, Nakladem Towarzystwa Naukowego Warszawskiego, 1948, p. 70-75, en polonais.

4 février 1811. Il annonça qu'il préparait une offensive sur l'Oder. À condition que le duché se déclarât en faveur de la Russie, il était prêt à réunir ses provinces ci-devant polonaises de Lituanie-Belarus avec le duché, tout en gardant la Galicie dont il dédommagerait Vienne, en lui proposant un échange avec ses principautés danubiennes. Czartoryski tenta de gagner à cette idée le neveu de l'ancien roi, le général napoléonien J. Poniatowski qui, évidemment, refusa. Mais Serra eut vent de ce plan, qu'il transmit à Paris. On allait à la guerre. En septembre 1811, le journal *Kuryer Litewski* (*Le courrier de Lituanie*), édité à l'université de Vilna, publia la nouvelle des levées de troupes en Russie. L'imprudent comité de censure de l'université fut blâmé par le ministre de l'Éducation, mais il n'y avait plus rien à cacher : l'esprit belliqueux était visible des deux côtés de la frontière. Dès mars 1811, cinq divisions russes avaient quitté le Danube pour l'Ukraine rive droite. Les espions français le savaient.

Avant même le début du conflit, il convient d'expliquer à l'avance l'abandon de cette idée de restauration de la Pologne en 1813, lorsque tout permettait à Alexandre de réaliser cette prétendue « idée favorite ». Outre que la victoire finale, après l'odieuse vision de Polonais à Moscou, comme deux siècles plus tôt, autorisait l'abandon d'une si grande générosité, il faut bien garder en mémoire qu'une voix très puissante avait résonné dans le cabinet du tsar, à peine l'idée avait-elle été formulée. Catherine Pavlovna, la sœur aînée de l'empereur, qui était l'inspiratrice des partisans les plus durs de la grandeur impériale, avait informé l'historien Nicolas Karamzine des intentions de son frère. Le 11 mars 1811, soit à peine un mois après le plan envoyé à Czartoryski, Alexandre put lire et entendre, de la bouche de son auteur, le célèbre *Mémoire sur l'ancienne et la nouvelle Russie*⁷ où, en un rappel à l'ordre très sévère, il était invité à ne rien faire qui pût remettre en question l'autocratie et l'intégrité de l'Empire telles que les avait bâties Catherine II : intégrité des frontières et rejet de toutes les idées françaises que les réformes, notamment celles de Speranski, avaient introduites. Quelle que fût l'issue du conflit à venir, après cette semonce, les provinces ci-devant polonaises dont on devait encore longtemps parler de les réunir à Varsovie, ne pouvaient rester que dans l'orbite de Saint-Pétersbourg. La carte mentale de l'Empire était déjà dans les esprits.

7. Richard Pipes, *Karamzín's Memoir on Ancient and Modern Russia*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1959.

Les velléités agressives d'Alexandre en 1811 se comprennent surtout parce qu'il misait sur l'affaiblissement de Napoléon en Espagne. Son installation à Vilna (où Barclay se trouvait depuis mars), dès le 26 avril 1812, c'est-à-dire trois mois avant l'attaque de Napoléon, semble montrer qu'il ne concevait pas une Grande Armée si puissante et qu'il se préparait bien avec ce ministre et chef des armées, à marcher sur Varsovie. Informé très tôt par A. Tchernychev, son principal espion à Paris, des allusions de Champagny à une restauration de la Pologne jusqu'au Dniepr (16 mars 1810) et des énormes préparatifs français⁸, il ne semble pas avoir anticipé si génialement que le prétend D. Lieven le retrait en bon ordre de ses troupes, ni mis au point une si habile stratégie défensive car, alors, pourquoi aurait-il séjourné si longtemps à Vilna ?

Les débuts de la « seconde guerre de Pologne » et le désarroi français

Le célèbre retrait et le refus de combattre de Barclay de Tolly, bien concertés avec Alexandre, dès la nouvelle du passage du Niémen par Napoléon, le 23 juin (le 24, le tsar donnait encore un bal à Vilna !), montrent la relativité de l'attachement russe aux provinces lituano-ruthènes. Karamzine fut momentanément oublié. L'évidence de la supériorité numérique de la Grande Armée (650 000 hommes dont 1/5 de Polonais du duché de Varsovie – soit 130 000 hommes⁹, contre 230 000 soldats de l'Empire russe) imposa le renoncement immédiat aux rêves d'annexion du duché. Seule la terre russe fut sérieusement défendue, à partir de la mi-août 1812. On reviendrait à la carte mentale quand les circonstances le permettraient. Très vite, comme on le sait.

Entre fin juin (le tsar quitta Vilna pour Pétersbourg le 26) et décembre 1812, le devenir des provinces (désormais « départements ») de Lituanie et Ruthénie Blanche allait dépendre de la manière dont les Français et leurs alliés polonais s'entendraient. Or l'entente fut loin d'être parfaite. Elle fut très éloignée des images glorificatrices forgées vingt ans plus tard par la poésie d'Adam Mickiewicz et le romantisme polonais.

Plus qu'en libérateurs, les soldats non polonais de Napoléon se comportèrent, dès le franchissement de la frontière, en conquérants et en soudards. Comme en Espagne, ils s'aliénèrent le clergé catho-

8. D. Lieven, *La Russie contre Napoléon...*, *op. cit.*, p. 100-102 et 108-109.

9. Selon A. Nicuwazny, *My z Napoleonem* [Nous sommes avec Napoléon], Wrocław, 1999, p. 102.

lique par leur violence et leur impiété. Le prier du couvent des bernardins de Kowno (Kaunas), la première ville rencontrée, dont le témoignage a été retrouvé récemment¹⁰, est éloquent. Déjà fatiguées et mal nourries, ces troupes, disparates par leurs origines, se jetaient sur les caves et réserves qui n'avaient pas encore été dépouillées par les Russes. La vodka était leur butin favori. Les pillards qui ne trouvaient que de la bière la crachaient au visage des moines. Le chroniqueur raconte le passage incessant de ces cohortes hostiles, sous la pluie de juin et juillet, les passants battus et détroussés par des cavaliers de rencontre, la terreur qui gagne tous les monastères, les églises profanées et saccagées, les ciboires volés, les maraudeurs qui tuent les animaux et la volaille. À mesure que les soldats prenaient leurs quartiers dans les établissements religieux, tous les moines furent expulsés, les églises réquisitionnées. Le mépris pour ces troupes qui dormaient dans la paille étalée dans les couloirs, les cellules, les cimetières, qui faisaient du feu partout, brûlaient les meubles, dévastaient les vergers, éclate à chaque ligne de ce témoignage polonais. Les cadavres de chevaux exténués et le fumier empestaient l'air, la dysenterie se répandait. Il fallait, en outre, parquer les prisonniers russes que l'on envoyait en Prusse. Loin de céder à l'éclat de la cavalerie de Murat, la plume du moine dépeint les foules de serfs réquisitionnés pour creuser des fossés et dresser des palissades, construire des dizaines de fours à pain en brique, les convois de bœufs que l'on dirigeait vers Vilna, le trafic incessant des bateaux sur le Niémen, qui transportaient des tonneaux de farine venus de Dantzic et de Königsberg, car déjà l'on souffrait de la razzia opérée par les Russes en retraite. Tout cela était ensuite acheminé sur des charrettes confisquées dans les domaines ruraux (ou parfois offertes) vers Minsk et Smolensk que le chroniqueur appelle « les confins ». Globalement la vision est très négative. Après vingt ans de tranquillité sous domination russe, ces Polonais de Lituanie voyaient surtout dans les « libérateurs » (la propagande napoléonienne avait proclamé la deuxième « guerre polonaise », après celle de 1807) un ramassis d'impies et de fauteurs de troubles.

Napoléon arriva à Vilna le 28 juin et y resta jusqu'au 16 juillet, fort déçu de n'avoir pu livrer une bataille qu'il devait vainement

10. Il s'agit d'une chronique tenue par les moines de 1665 à 1812, conservée à la Bibliothèque Universitaire de Vilnius, dont le passage sur 1812 a été publié par M. Kalamajska-Saeed, « Archiwum Loci Caunensis, rok 1812 » [Archives de la ville de Kovno-Kaunas, année 1812], dans *Przegląd Wschodni (la Revue de l'Est)*, t. X, 3 (39), Varsovie, 2008, p. 767-776, en polonais.

attendre pendant les mille kilomètres qu'il avait encore devant lui. Installé dans le même palais ci-devant épiscopal qu'Alexandre, il tenta de jeter les bases d'une organisation de ces contrées mal connues. Malgré des rencontres avec les notables locaux et la frappe d'une médaille commémorative, l'ambiance n'était pas triomphale. L'empereur s'étonna de rencontrer moins d'enthousiasme qu'à Varsovie¹¹. Une poignée d'aristocrates se mit à son service, mais la majorité l'accueillit avec circonspection, malgré les proclamations venues de Varsovie, où une opinion publique beaucoup plus développée tentait de concrétiser ses rêves de retour à la frontière d'avant 1772.

La famille Czartoryski, qui portait tous les espoirs de cette réunification, est symbolique de l'hésitation et des tergiversations de la noblesse polonaise. La Diète de Varsovie, réunie le 27 juin 1812, à la suite d'une pétition de seulement trente-et-un représentants des provinces prises à la Russie (et auto-désignés) s'érigea, selon l'ancien usage de la République, en Confédération du royaume de Pologne, termes que Napoléon n'avait pas approuvés et qui voulaient signifier la mobilisation des deux parties constituantes de la Pologne-Lituanie. Adam-Casimir Czartoryski, le vieux père du prince Adam-Jerzy, l'ami du tsar, fut porté à la présidence (maréchal) de cette Confédération. Son épouse, la princesse Isabella, eut une grande influence sur la décision éphémère, mais lourde de sens de leur fils. Le confident du tsar expliqua à celui-ci, le 4 juillet (le 6 décembre il devait déjà revenir vers lui), qu'il était obligé de démissionner pour suivre l'élan général de sa patrie. Sa mère, en effet, lui écrivait : « Le sort en est jeté et la Pologne existe ! Oh, mon Dieu,

11. Les meilleurs ouvrages sur la présence française dans ces régions restent ceux de Bronius Dundulis, *Napoléon et la Lituanie en 1812*, Paris, PUF, 1940 et de Janusz Iwaszkiewicz, moins critique sur les Polonais de Lituanie : Janusz Iwaszkiewicz, *Litwa w roku 1812* [La Lituanie en 1812], Varsovie, Druk W. L. Anczyc, 1912 (1^{er} centenaire !). Voir aussi : F. Grzymala, *Entrée de Napoléon à Wilna, souvenirs de la Pologne*, Paris, 1833 ; A. A. de Caulaincourt, *Mémoires*, t.1, Paris, 1933 ; S. Lemasson, « Napoléon et la Lituanie », in Yves Plassereau (éd.), *Histoire de la Lituanie*, Crozon, Éd. Armeline, 2009, p. 135-165 ; D. Beauvois, « Les Français à Vilna en 1812 », in *Annales Historiques de la Révolution Française*, Paris, oct.-déc. 1981, p. 560-571. La médaille « prise de Wilna » (*sic*) dessinée par Bertrand Andrieu est reproduite dans A. Nieuwazy, *My z Napoleonem*, *op. cit.*, p. 102. L'accueil mitigé réservé à Napoléon par l'aristocratie locale est très sensible dans les mémoires de Sophie de Choiseul-Gouffier, née Tyzenhaus, *Réminiscences sur l'empereur Alexandre I^{er} et sur l'empereur Napoléon*, Besançon, 1862.

mon Dieu, Tu nous as rendu la patrie ! Et mes oreilles ont entendu des paroles à jamais gravées dans mon cœur. La Pologne vit, la Pologne est ! ». Adam-Jerzy était trop lié au tsar pour se mettre au service de Napoléon. Il partit à Vienne pour la durée de la campagne de Russie, se mettant ainsi en porte-à-faux avec les deux camps.

La noblesse terrienne de Lituanie-Belarus n'avait pas d'opportunité de neutralité aussi facile. Il fallait faire bonne figure devant les envahisseurs qui portaient l'idée très peu plaisante à leurs yeux de l'abolition du servage. Les nobles polonais se limitèrent donc à un « service minimum », tout en essayant de leur arracher le retour à certaines formes de l'ancien régime, sous leur propre contrôle. Napoléon, qui n'avait sur l'ancienne société polonaise que des lectures anachroniques, croyait en un impossible soulèvement des paysans ou des très nombreux hobereaux sans terre, capables de reproduire les levées du ban et de l'arrière-ban (*pospolite ruszenie*) d'autrefois. L'impréparation des esprits à cette campagne ne permit pas cette deuxième éventualité. Quant à celle d'un soutien paysan, elle n'était peut-être envisageable que parmi le petit nombre de paysans libres qui s'étaient maintenus principalement dans la partie de la Lituanie ethnique appelée Samogitie (*Zmudz* en polonais, *Samogitija* en russe).

Certains y pensèrent. Un texte anonyme très intéressant, conservé aux Archives nationales de Paris¹² rappelle la survie de la population lituanophone que les Polonais n'avaient jamais réussi à assimiler. Dominée par des prêtres catholiques qui veillaient à son instruction dans sa langue, presque toute cette population savait lire et était prête à se défendre contre l'asservissement. Nombreux dans les vastes domaines confisqués par Catherine II et confiés à des favoris tels que P. Zoubov, ou à des russophiles comme Oginski, ces Samogitiens sentaient leur liberté menacée. Il suffisait, selon l'auteur du mémoire, de proclamer que le Trésor lituanien (encore inexistant !) les reprendrait sous sa protection et leur accorderait la propriété de leur lopin, contre le rachat modique de leurs obligations envers les grands propriétaires. À ce prix, disait l'auteur, ce groupe suivrait volontiers le « bienfaiteur des peuples ».

12. Bronius Dundulis, *Napoléon et la Lituanie...*, *op.cit.*, p. 296-298 ; « Quelques notes sur la Samogitie », juin-juillet 1812, Arch. Nat. Paris, AF IV 1650, boîte 3-1, 60, p. 532-535. S. Lemasson exagère la mobilisation de ce groupe, mais ignore ce document : S. Lemasson, « Napoléon et la Lituanie », art. cit.

L'indépendance de ces authentiques Lituaniens devait encore attendre 1918, comme celle des Polonais¹³.

Pendant les 18 jours qu'il passa à Vilna, Napoléon fit, en quelque sorte, de cette ville, comme l'avait fait avant lui Alexandre, la capitale de son empire. Le capitaine Henri Beyle, futur Stendhal, âgé de 29 ans et directeur des réserves de la Grande Armée, neveu du général Daru, a laissé de son séjour de dix jours une description de la fièvre qui y régnait. Tout le corps diplomatique étranger fut convié à rejoindre ici l'empereur, ainsi que Maret, duc de Bassano, le ministre des Affaires étrangères. Une foule de généraux et d'officiers trouva à Vilna la dernière ville d'aspect occidental, avec ses dizaines d'églises baroques, avant la longue marche vers l'Est. D'emblée l'organisation de la zone posa le problème des visions opposées des « libérateurs » et des « libérés ». Dès l'accueil de Murat d'abord, puis de l'empereur lui-même, par une délégation de trois Polonais, le 28 juin (le général Kossakowski, A. Lachnicki, maire de la ville, et M. Romer, principal notable), Napoléon s'étonna non seulement du peu de monde, mais aussi de l'absence du recteur de l'université, Jan Sniadecki, et de la timidité de l'engagement. Il répéta et fit répéter dans ses premiers *Bulletins* la nécessité d'abolir le servage, ce qui ne fut suivi d'aucun effet. Il découvrit surtout ce qui allait rester le souci essentiel des « libérateurs », le besoin criant d'approvisionnement. Au maire qui lui annonçait généreusement six mille portions militaires, Napoléon répondit dans un rire sardonique : « cent mille, et tout de suite ! ».

Comme en 1807, il fut impossible d'obtenir l'appui moral du plus grand des Polonais : T. Kosciuszko, contacté dans sa retraite suisse par la princesse Anna Sapieha dont l'époux servait dans l'espionnage français et se trouvait à Vilna, aux côtés de l'empereur, refusa de cautionner une campagne où aucun de ses postulats républicains n'était repris. Les étudiants de l'université, qui étaient environ cinq cents cette année-là, souhaitaient former une « légion académique » : ce ne fut pas autorisé par les Français, pas plus que le régiment que les Tatars polonisés de la région voulaient organiser sous la direction de Moustapha Achmatowicz. Certains furent seulement intégrés à la Garde impériale. Napoléon, après la proclamation de la Confédération générale, craignait qu'on ne lui forçât la main et voulait contrôler toute initiative nobiliaire. L'aristocratie locale eût, au contraire, aimé créer des régiments per-

13. Sur la vie en quelque sorte souterraine du peuple lituanien au sens ethnique et culturel, de 1569 à 1830, voir D. Beauvois, « le Grand-Duché sur la défensive », in Y. Plassereau (éd.), *Histoire de la Lituanie*, *op. cit.*, p. 115-134.

sonnels, portant les noms des fondateurs. Le prince Giedroyc, par exemple, écrivait du district de Rosienie au duc de Bassano : « une foule de jeunes gens viennent de toutes parts me demander de servir. J'aurais de quoi former un très fort régiment, mais je ne puis agir sans y être autorisé...¹⁴ ». Seul fut possible l'enrôlement individuel des nobles dans l'armée régulière, tandis que les serfs restaient attachés à la glèbe.

L'université de Vilna intéressait particulièrement l'empereur qui vit enfin arriver le recteur, le 30 juin. Il en attendait divers services. Le premier était de lui fournir des descriptions précises des régions qu'elle dirigeait sur le plan scolaire et culturel depuis 1803, afin d'éclairer sa route jusqu'à Moghilev et Vitebsk (si tant est qu'il pensait déjà aller si loin). Là aussi la déception fut grande : aucune cartographie détaillée, aucune carte d'état-major n'existait. Le corps enseignant reflétait l'opinion nobiliaire lituanienne. Peu avaient fui les Français (quatre étrangers étaient partis pour Saint-Petersbourg et un autre pour Vienne), mais tous étaient attentistes. Le recteur J. Sniadecki s'avéra pourtant un soutien énergique. Il mit au service de l'empereur les presses du journal *Kurier Litewski* (*Le Courrier lituanien*). On connaît le soin que Napoléon apportait à sa propagande. Symboliquement, le responsable de cette feuille, K. Danilowicz, pro-français convaincu, devint aussi chef de la police de la ville. Le nom magique de Pologne se répéta à chaque page et des descriptions de l'entrée des troupes tendirent à montrer qu'une grande fête commençait. Une troupe théâtrale de Varsovie vint jouer une pièce patriotique, *Cracoviens et Montagnards*, très louée par le journal, mais pas forcément du goût des Français. Des proclamations enflammées y furent éditées, où les Français n'évitèrent pas la reproduction de l'acte de Confédération générale fait à Varsovie une semaine plus tôt (supplément au n°50 du 8 juillet 1812). Lu dans les neuf provinces relevant de l'université, le journal devint ainsi le porte-parole officiel et de l'Empire français, et de la propagande nobiliaire¹⁵. Les Français ne pouvaient distinguer l'une de l'autre. Le futur poète Adam Mickiewicz, alors âgé de 14 ans, se rappellera nettement avoir vu son père transporté par la lecture du *Kurier Litewski*, dans sa maison des environs de Nowogrodek, dans l'actuelle Belarus.

14. Lettre du 18 juillet 1812, Archives nationales, Paris, A.F. IV 1650, plaque 2-1.

15. Les numéros de la période napoléonienne sont aux Archives nationales, Paris, A.F. IV 1650, plaq. 3-1.

La difficile cohabitation franco-polonaise

Le hiatus entre les aspirations locales et la volonté de contrôle des Français se manifesta d'abord dans l'établissement du nouveau pouvoir. La fougue des étudiants réussit à provoquer la signature, par plus de dix mille personnes, d'une pétition qui réclamait le rétablissement officiel de l'Union lituano-polonaise de 1569, laquelle fut réaffirmée dans la cathédrale, le lendemain de l'arrivée de l'empereur, avant même qu'il eût le temps de prendre connaissance du contenu de ce texte que lui remit Alexandre Sapieha, le 30. Le même jour, Daru reçut l'ordre de convoquer les quelques notables que le Conseil d'État de Varsovie avait indiqués à l'avance et de leur lire le décret nommant cinq d'entre eux membres d'un « gouvernement national » qui aurait autorité sur les quatre « départements » de Vilna, Grodno, Minsk et Białystok. Le procédé indiquait bien que l'empereur n'entendait pas se laisser imposer quoi que ce fût. Le 1^{er} juillet, un ordre du jour appelait cet organe Commission du gouvernement provisoire du grand-duché de Lituanie, ce qui sonnait déjà de manière réductrice. Les cinq membres choisis étaient de grands propriétaires terriens : S. Soltan, F. Jelski, le prince Alexandre Sapieha, le Général Sierakowski (ces deux derniers servaient déjà Napoléon), et enfin J. Kossakowski, secrétaire général de la Commission. Les deux premiers étant introuvables (!), Napoléon nomma à leur place, le 7 juillet, le fils d'un dignitaire du duché de Varsovie, A. Potocki, et le recteur Sniadecki (qui avait d'abord refusé). Un commissaire impérial français, Bignon, était chargé d'avoir la haute main sur ce groupe où personne n'avait la moindre expérience administrative.

L'ordre du jour en quinze articles du 1^{er} juillet traçait aussi l'esquisse des attributions de ce gouvernement provisoire qui n'existait pas dans les structures de l'ancienne république lituano-polonaise. L'ambiguïté du vocabulaire reflétait le flou des intentions de Napoléon. Le « gouvernement provisoire de Lituanie » devenait la « Commission provisoire du gouvernement de Lituanie » dans les articles 10 et 11¹⁶. La mission première des « préfets » et « sous-préfets » (à désigner dans les provinces et districts) était de lever des troupes supplémentaires et d'organiser une police, ce

16. Cet ordre du jour est bien analysé chez Bronius Dundulis, *Napoléon et la Lituanie...*, *op. cit.*, p. 275-277 et dans la biographie du prince A. Sapieha : J. Skowronek, *Z magnackiego gniazda do Napoleonskiego wywiadu : Aleksander Sapieha* [Du magnat polonais à l'espion de Napoléon : Alexandre Sapieha], Varsovie, 1992, p. 278-281, en polonais.

dernier objet occupant six des quinze articles. Le comportement indiscipliné des armées, les désertions et la constitution de bandes de maraudeurs rendaient difficiles des rapports corrects entre civils et militaires. La question vitale des approvisionnements reposait dans chaque préfecture (*ex-gubernija*) sur des commissions de trois personnes, présidées par des intendants français, eux-mêmes soumis à Bignon, ce qui créait un double pouvoir où les Polonais jouaient un rôle d'auxiliaire non conforme aux vieilles attributions des institutions nobiliaires, mieux respectées, jusque-là, par les Russes qui convoquaient tous les trois ans des assemblées nobles (appelées diétines, comme jadis), peu fréquentées, il est vrai, mais réunissant quand même, dans chaque *gubernija*, environ 250 hobereaux.

Le prétendu gouvernement provisoire faisait piètre figure avec ses trois membres, lors de sa première réunion dans la bibliothèque de l'université, le 2 juillet. À partir du 8, ils furent cinq, qui se réunirent désormais dans la résidence du secrétaire Kossakowski. Napoléon les honora d'un souper le 10. Le 11, ils se mirent à s'adjoindre des collaborateurs et à préciser leur rôle respectif. Le général Sierakowski se chargeait de la police, mais aussi des finances (à la place de Prozor, toujours absent), ainsi que des vivres et des magasins (à la place de Soltan). Une responsabilité si lourde sur des épaules si incompetentes n'augurait rien de bon. Le rôle des autres allait s'avérer aussi nul. Seul Jan Sniadecki, à l'Éducation et aux Cultes, allait déployer une activité visible et efficace. Potocki à l'Intérieur et surtout Sapieha aux Armées allaient se compromettre totalement.

Le 14 juillet 1812, ce gouvernement se mêla à une grande fête où les Français semblèrent, une fois encore dépassés par l'empressement de la noblesse, non pas à accéder aux souhaits immédiats de Napoléon, mais à retrouver l'unité avec le duché de Varsovie. C'est ainsi qu'il faut comprendre l'Acte d'adhésion des Lituanais et des Ruthéniens à la confédération du royaume de Pologne qui fut de nouveau signé et porté en procession à la cathédrale et remis à Maret pour transmission à l'empereur¹⁷. Deux jeunes filles de Lituanie et du duché reçurent une dot de 1000 zlotys pour épouser deux jeunes nobles de chacun des tronçons. L'évêque (Kossakowski lui aussi) bénit sur le champ l'une des unions. Après les fastes religieux, le soir, la ville fut illuminée et un grand bal fut donné, au palais Pac, par l'élite polonaise et en pré-

17. Acte reproduit après le verbeux discours de Sierakowski : Comte d'Angebert (Léonard Chodzko), *Recueil de traités, conventions et actes diplomatiques concernant la Pologne 1762-1862*, Paris, 1862, p. 563-567 et 567-568.

sence des militaires les plus gradés. Napoléon y fit une brève apparition, mais l'Acte avait beau l'appeler « empereur et roi », il ne fit rien pour concrétiser cette restauration de l'Union. À Varsovie, les autorités nobiliaires, très formalistes, avaient, dès la veille, le 13 juillet, réclamé une délégation lituanienne porteuse d'une demande de restauration explicite.

En partant pour l'Est, dans la nuit du 15 au 16 juillet, l'empereur avait bien d'autres soucis que de formaliser la restauration de l'ancienne Pologne. Il est même probable qu'il empêcha la transmission du texte à Varsovie. Dès le 8 juillet, il avait signé la création d'un poste de gouverneur de Vilna, confié à un homme à poigne, le Hollandais Dirk van Hogendorp, qui arriva en Lituanie à la fin du mois. Hogendorp avait une grande expérience des colonies. Il avait été gouverneur de l'île de Java. Il ne pouvait ressentir aucune empathie pour les Polono-Lituanien.

La deuxième quinzaine de juillet n'apporta aucun élan de la noblesse allant dans le sens des vœux de Napoléon ou du prince J. Poniatowski que la marche sur Moscou électrisait. Deux appels du gouvernement provisoire, lancés le 15 juillet, furent accueillis fraîchement par le monde possédant. L'un demandait des dons et des sacrifices qui « n'étaient rien en comparaison de la liberté retrouvée¹⁸ ». L'autre appelait à l'exécution tranquille des obligations des serfs, tout en respectant l'humanité à leur égard. On ne parlait pas de liberté pour eux, encore moins de soulèvement en son nom.

Vilna était la plus grande ville juive de cette zone, la « Jérusalem du Nord ». Les Juifs étaient même plus nombreux en Lituanie-Ruthénie que les Polonais, mais Napoléon, qui s'était préoccupé du sort des Juifs français, n'eut aucun geste pour les masses nombreuses et misérables de ces régions. Le seul engagement qu'on leur proposa fut, comme souvent, dégradant. Le journal de la commission du gouvernement provisoire de Lituanie, conservé aux Archives nationales de Paris signale, le 30 juillet : « On a ordonné à la municipalité de faire choix de 500 jeunes et robustes Juifs pour être employés à l'enterrement des chevaux crevés aux environs de la ville¹⁹ ». Les jeunes Juifs devaient effacer les traces de la dramatique pénurie de grains et fourrages qui décimait les équipages.

Jan Sniadecki, le responsable de l'Éducation et des Cultes, fut le seul membre du gouvernement provisoire à avoir eu une action relativement positive ; il sut légèrement infléchir l'occupation bru-

18. Archives nationales, Paris, A.F. IV 1650, plaq. 3-1.

19. *Ibid.*

tale de la Grande Armée. Sa connaissance de l'université et des territoires où s'enfonçait Napoléon aida à sauver le patrimoine et les institutions de l'ancienne commission de l'Éducation nationale polonaise, créée en 1773 et préservée par Alexandre I^{er}. À mesure que des troupes de réserve étaient laissées à Vilna et que des malades ou blessés étaient renvoyés à l'arrière, les réquisitions augmentèrent. Le 31 juillet, Jozef Kossakowski, secrétaire du gouvernement, dut céder aux Français et ordonner : « M. Bécu [un descendant d'immigré français, D.B.], professeur à l'université, est nommé commissaire pour ce qui concerne les couvents et autres maisons publiques évacuées ou à faire évacuer pour la location des troupes et des hôpitaux militaires : l'instruction dont il sera pourvu sera discutée en séance et renvoyée au comité de l'Instruction et des Cultes pour y être convenablement rédigée²⁰ ». La faculté de médecine, la plus florissante de l'université, était la plus nécessaire aux armées : tous les élèves vétérinaires furent affectés à la cavalerie et toutes les « caisses à amputation » réquisitionnées. Le recteur Sniadecki sut profiter de sa position au gouvernement provisoire pour éviter, autant que possible, les empiètements intempestifs de Boilleau, l'ordonnateur des hôpitaux militaires. Celui-ci, sans égard aux protestations, expulsait les prêtres et séminaristes du grand séminaire principal, où l'université, dans un esprit joséphiste, formait le clergé catholique romain et uniate. Il s'était emparé du lycée attenant, de la plupart des cabinets scientifiques et même de la superbe bibliothèque décorée de fresques. Deux lettres de Sniadecki à Maret, duc de Bassano, des 30 juillet et 7 août, évitèrent ces confiscations.

Le recteur fut l'un des rares à se comporter comme si le régime impérial français était définitif et à prévoir le fonctionnement du système scolaire en place. Il obtint de Bignon que les écoles de l'arrondissement de Vilna occupées par des troupes fussent évacuées pour permettre une rentrée scolaire presque normale. Il exposa tout le danger d'une jeunesse laissée à elle-même et écrivit dans le même sens à chaque directeur de lycée ou d'école de district. Il est évident que la scolarité de la fin de 1812 fut réduite à néant sur le trajet des troupes, mais on est frappé du souci hautement culturel du recteur, au milieu du tourbillon militaire : « Nous nous honorions, sous le gouvernement précédent, écrit Sniadecki à l'un de ses inspecteurs, encore le 17 novembre 1812, que les provinces polonaises [de l'Empire russe, D. B.] donnassent une éduca-

20. *Ibid.*

tion soignée à la jeunesse. Il faut maintenir ce rang parmi les nations européennes. Un relâchement dans ce domaine ne peut nous ramener qu'à la sauvagerie et avoir des suites regrettables pour toute la société²¹ ». Il n'avait pas encore vu le pire.

Le travail le plus novateur élaboré en cette courte période de troubles par Sniadecki et son comité fut le *Mémoire sur l'Éducation* qui fixa, en deux parties (une troisième établissait le fonctionnement général), les missions qu'ils s'assignaient. Il s'agissait de profiter de la présence d'un pouvoir réputé plus favorable aux Lumières, pour promouvoir des mesures prises sous domination russe, mais très mal appliquées : obliger les propriétaires terriens, locataires de biens ex-jésuites depuis 1773, à payer une taxe alimentant un Fonds de l'Éducation ; rendre ces biens incessibles sans le contrôle de l'université et indivisibles par héritage. Par ailleurs, après l'établissement d'un « Tableau général des églises et du clergé catholique séculier et religieux dans les départements de Lituanie²² » qui donnait l'état des richesses de tous les diocèses et des ordres monastiques, Sniadecki proposait de supprimer les dominicains, bernardins, franciscains, etc., pour ne garder que les piaristes et les basilien dont il reconnaissait les mérites pédagogiques. Cette vision très antimonachiste de l'esprit français prolongeait aussi une lutte que le recteur n'avait pu gagner sous Alexandre I^{er}. Elle devint encore plus nette début août, quand Barclay atteignit Smolensk, abandonnant tout le tronçon russe de l'ancienne Pologne. L'académie, que les jésuites venaient juste d'ériger dans les somptueux locaux de leur collège de Polotsk, comme une provocation contre les Lumières de Vilna et qui fut vivement applaudie à Saint-Pétersbourg par Joseph de Maistre, se trouva au pouvoir de la Grande Armée.

Dès le 10 août, Maret reçut du recteur une demande pressante pour la reprise en main de la Belarus : « les départements de Witepsk et Mohilow [*sic*], composant la Russie Blanche, sont actuellement occupés par l'armée française. Les écoles de ces départements [d'après l'acte russe de 1803 établissant les arrondissements universitaires, D.B.] relèvent de l'université de Vilna. Dans les villes de Polotsk, de Witepsk, d'Orcha, de Mohilow et de Mscislaw, il y avait des collèges de jésuites qui sont, à ce qu'on dit, abandonnés en ce moment... J'ai l'honneur de proposer à la magnanimité de l'empereur quelques mesures conservatoires pour sauver de la perte

21. *Ibid.*

22. Ce tableau très précis est à la Bibliothèque Jagellonne de Cracovie, n° 3160, voir D. Beauvois, *Lumières et Société...*, *op.cit.*, t. 2, p. 580-581.

et de la ruine les objets scientifiques délaissés par les jésuites²³ ». Fesquet et Pastoret, respectivement intendants généraux à Moghilev et à Vitebsk, reçurent, les 22 octobre et 5 novembre, des protestations de Sniadecki contre les changements qu'ils avaient, de leur propre chef, introduits là-bas. En novembre, le recteur espérait toujours que les Français détruiraient l'obscurantisme des jésuites. Ce ne fut qu'en 1820 qu'Alexandre les chassa, mais pour d'autres raisons.

Le fiasco de l'aide militaire lituanienne

Il est évident que ces préoccupations paraissaient dilatoires aux Français qui n'avaient que la guerre en vue. La plus lourde responsabilité à cet égard, dans le gouvernement provisoire, revenait au prince Alexandre Sapieha, à qui Napoléon avait confié, le 5 juillet, la formation en Lituanie d'une troupe relativement modeste par rapport à l'énorme effort de guerre du petit duché de Varsovie, mais qui devait attester de la volonté supposée de la noblesse de retrouver son rôle de seule représentante de la « nation lituanienne ». L'empereur avait estimé, sans doute d'après les assurances peu crédibles données à Varsovie, qu'il pouvait exiger quatre régiments de cavalerie, un régiment de cheveau-légers pour sa garde, et cinq régiments d'infanterie qui ne pouvaient provenir que de la paysannerie. Au total, une quinzaine de milliers d'hommes.

Or cette participation fut impossible et la carrière du prince s'acheva d'une manière pitoyable et tragique. Pendant le courant de juillet, il devint vite évident que le zèle patriotique des nobles polonais de Lituanie ne dépassait pas l'envie de se mettre personnellement en avant et qu'il était vain d'attendre d'eux un appui matériel à la mesure de leur fortune ou l'envoi de paysans pour l'infanterie. La liste de ceux qui s'offraient à fournir et équiper des bataillons ou des régiments formait une « armée de papier » où seules des notabilités voulaient se faire remarquer. Les A. Chodkiewicz, S. Trebicki, K. Tyzenhaus, A. Biszping, K. Przewdziecki, S. Czapski, M. Tyszkiewicz, A. Soltan, J. Wawrzecki, K. Obuchowicz et autres Wegierski, Giedroyc ou Gutakowski, n'avaient, en outre, pas la moindre expérience militaire. Le biographe d'A. Sapieha signale que, dès le 16 juillet, le prince écrivait à Napoléon en inversant les rôles : il lui demandait un crédit de 4 millions de francs, l'attribution des sommes saisies sur les Russes capturés et l'incorporation des prisonniers issus des provinces lituano-

23. Archives nationales, Paris, A.F. IV 1650.

ruthènes. L'empereur exprima le plus vif étonnement devant cette demande et répliqua qu'il attendait plus de sacrifices d'un peuple qu'il croyait libérer. Son irritation ne fit qu'augmenter en août, lorsqu'il apprit que Sapieha plaçait ses cousins Pawel à Vitebsk et Franciszek à Moghilev, à la tête des administrations provisoires²⁴ sans, toutefois, fournir le moindre serf à l'armée.

Malgré l'assistance des huit membres de sa commission militaire, dont les comptes rendus, plus tard tombés aux mains des Russes, sont aujourd'hui déposés à la Bibliothèque nationale russe (RNB) de Saint-Pétersbourg, l'absence de résultat à laquelle aboutissait la politique du prince A. Sapieha devenait de plus en plus patent. L'arrivée, fin juillet, du gouverneur D. van Hogendorp, ne permit plus de rester dans le flou. Les troupes à fournir devaient être prêtes, selon l'ordre de Napoléon, pour la fin du mois d'août. Hogendorp exigea donc très vite des rapports. Il apprit ainsi la totale inefficacité de la réduction, décidée par la commission, de la durée du service militaire de vingt-cinq à six ans. En effet, personne ne s'était aventuré à l'annoncer aux serfs, si tant est que cet « avantage » pût leur paraître tentant et si tant est qu'ils pussent exprimer une opinion – patriotique ou non. Même la police, confiée, comme précédemment dans le système russe, aux nobles pauvres et sans terre, n'attirait personne. Début août, Napoléon pria le général H. A. Jomini, qui dirigeait la garnison laissée à Vilna, de surveiller de près l'action de Bignon et de son protégé Sapieha. Furieux des lenteurs, l'empereur leur envoya, le 24 août, un blâme à tous deux, et franchit un pas qui marquait son net désaveu de l'action des « Litvaniens » : il nomma Hogendorp président du gouvernement provisoire et lui confia la responsabilité des recrutements militaires²⁵. De ce fait, la fonction de Bignon devenait nulle et la représentativité du gouvernement provisoire se trouvait extrêmement réduite. Hogendorp accrut son autorité en envoyant à Napoléon, le 28 août, un bilan accablant sur la formation des troupes prévues²⁶. Il n'avait pu trouver, disait-il, plus de 1 499 soldats dont 787 étaient des fantassins prisonniers de l'Armée russe ou déserteurs, intégrés aux troupes françaises. Ce rapport provoqua

24. J. Skowronek, *Z magnackiego gniazda...*, *op. cit.*, p. 291-292.

25. Ordre du jour de Napoléon du 24 août 1812 (l'empereur était alors au-delà de Smolensk), voir B. Dundulis, *op. cit.*, p. 288-290.

26. *Rapport général de la formation des troupes qui se forment (sic) en Lithuanie, à l'époque du 28 août 1812*, cité par J. Skowronek, *Z magnackiego gniazda ...*, *op. cit.*, p. 300.

de violentes disputes dans le bureau de Maret, où Hogendorp accusa Bignon sans ménagement.

Les intempestives initiatives politiques locales et la prise en main française

Napoléon, qui allait bientôt affronter la première résistance sérieuse des Russes à Borodino, avait une autre raison d'être mécontent de ce qui se passait sur ses arrières. L'aristocratie polonaise de Lituanie-Ruthénie continuait à n'avoir en tête que la restauration amorcée de l'ancienne Union polono-lituanienne. Des fêtes bruyantes avaient été organisées, le 15 août, sur tout le parcours que la Grande Armée avait déjà effectué. Le prieur des bernardins de Kowno, cité plus haut, dépeint la grand messe célébrée dans l'église dominicaine en présence des militaires français et du gouverneur Tarrer, la revue des troupes accompagnée de musique militaire et les nombreux discours patriotiques polonais. La reconstruction de deux beaux ponts sur le Niémen (de nouveau détruits en décembre) donnait l'impression que la république d'autrefois renaissait avec l'accord français. Bientôt, après l'occupation de Moscou, le 15 septembre, la Lituanie résonna de salves triomphales. Le poète Mickiewicz se rappellera, après 1830, avoir vu, le 15 août 1812, tous les efforts de la noblesse pour donner l'impression d'une liesse générale et d'un appui massif à Napoléon. Il évoque dans *Messire Thaddée*, le nom de l'empereur sur l'hôtel de ville de Nowogrodek, entouré d'inscriptions sur sa mission libératrice. Même l'église franciscaine du lieu s'ornait d'une comète dont le cœur était un grand N et dont la queue flamboyante disait « Maximus in Magno Napoleona Deus ». Il n'était évidemment pas question de la participation des serfs bielorussiens.

L'empereur eût non seulement préféré de nombreuses recrues, mais il était aussi irrité par les initiatives politiques « lituaniennes » dont l'écho lui parvenait depuis fin juillet. Conformément à l'usage d'avant les partages, une Diète de confédération devait être mise en place, à la suite de l'élection de députés nobles de chaque district. C'était l'objet de l'appel venu de Varsovie, le 13 juillet, auquel le gouvernement provisoire s'apprêtait à répondre bien plus activement qu'à l'appel à l'aide militaire. Le 29 juillet, le prince Sapieha signa le règlement élaboré par le gouvernement provisoire, organisant le scrutin et précisant la participation lituanienne à la future diète. Dans l'esprit de la constitution de 1792, une infime ouverture était faite aux roturiers : neuf bourgeois propriétaires d'un bien pourraient y siéger. Les députés devaient être désignés dans chaque

district pour le 1^{er} septembre. Les prérogatives des diétines de district devaient être élargies, par rapport à celles du régime russe. Le 31 juillet, le prince signa également l'acte de convocation des électeurs et une déclaration confirmant l'accès de son gouvernement à la Confédération générale de Varsovie. Après quoi, le 1^{er} août, il mit au point une vaste instruction pour les deux riches hobereaux qui devaient porter cet *Accès* à Varsovie (Antoni Tyzenhaus et Konstanty Jeleński). Sans souci d'introduire les principes du droit impérial français, ces émissaires étaient chargés d'élaborer avec Varsovie l'intégration économique de la Lituanie historique, en supprimant les douanes, en réglant les échanges, en fixant la valeur du rouble. Devant l'impasse lituanienne quant aux fournitures militaires, ces soucis corporatistes touchant les fortunes nobiliaires étaient pour le moins hors de propos. D'éventuels achats de matériel militaire dans le duché étaient même envisagés. Partis pour Varsovie le 11 août, les émissaires y furent accueillis fraîchement par les autorités françaises auxquelles on ne pouvait rien cacher et qui informèrent aussitôt Napoléon. La coupe était pleine. Ainsi s'explique le transfert total du pouvoir à Hogendorp, le 24 août.

Une délicate situation en découla. Les Français risquaient de perdre leurs seuls interlocuteurs locaux. Tout le gouvernement provisoire envisagea de démissionner, mais seul Sapieha le fit. Le président déchu, Soltan, s'abstint de siéger et finalement Hogendorp, trop peu introduit dans les arcanes du système nobiliaire local, lui rendit la présidence pour sauver les apparences d'une bonne entente.

Le 31 août, la démission du prince Alexandre Sapieha fut acceptée. Alors qu'il rejoignait son château de Wisznice, le 8 septembre, il s'arrêta à Dereczyn, près de Slonim, en Belarus, et fut cruellement mordu par un verrat qui, dans le désordre du temps, se trouva sur sa route. La gangrène emporta rapidement cet éminent représentant d'une grande lignée dont Napoléon n'avait pas mesuré l'impuissance. Il n'eut d'autre ressource que de nommer, de Moscou, le 19 septembre, un autre aristocrate, Ignace Tyzenhaus, dont l'action ne fut pas plus remarquable. Le gouvernement provisoire n'était plus le relais fiable du pouvoir impérial que Napoléon avait espéré.

L'occupation de Moscou par les troupes de Napoléon fut fêtée par des feux d'artifice, dans la seconde moitié de septembre, à Kowno, Vilna, Minsk, etc., mais l'inaction forcée de l'empereur se refléta, en Lituanie, par un long mois de paralysie. Dans les provinces de l'ancienne Ukraine polonaise, c'est-à-dire en Volhynie, en

Podolie, dans la province de Kiev, les propriétaires polonais étaient déjà en train de renforcer la cavalerie russe. Alexandre I^{er}, qui avait passé l'été et l'automne à Saint-Pétersbourg, leur avait envoyé Evgraf Komarovski, chef des troupes de sécurité intérieure, qui obtint sur place la livraison de 10 000 chevaux²⁷. Cette aide aux Russes ne fut pas toujours contrainte. Dans ces régions épargnées par la guerre, elle relevait de la continuité avec les obligations de l'Empire russe d'avant 1812, mais il est aussi probable que, depuis les partages, la noblesse – même celle des provinces traversées par les armées – avait apprécié l'avantage de pouvoir profiter en toute tranquillité du servage. Le fait qu'au début de 1813 Koutouzov put encore obtenir 120 000 serfs pour l'Armée russe, là où le gouvernement provisoire n'avait rien pu fournir à Napoléon, montre assez combien l'abolition du servage, à peine évoquée, effrayait le monde possédant²⁸.

Le retour de la Russie « triple dans son unité » (*triedinaja Rossija*)

Napoléon comprit qu'attendre à Moscou une bataille décisive ou des négociations de paix était une erreur fatale. Ayant quitté cette ville le 19 octobre, il ne retrouva le territoire de la Lituanie historique que sur la Berezina, le 26 novembre. La victoire des Russes ne faisait plus de doute, mais le rétablissement de leur pouvoir s'opéra, comme on sait, dans un climat de désolation et de destructions pire qu'à l'aller de la Grande Armée. L'historien du 5^e régiment de chasseurs russes écrit : « À partir de Kopyś [sur le haut Dniepr, D.B.], il n'y avait plus de civils nulle part : les villages étaient vides. Il n'y avait même plus de chien, ni de chat. Les granges et les entrepôts aussi étaient vides. Il n'y avait plus ni grain, ni gruau de blé ou d'avoine, pas même un brin de paille...²⁹ ».

27. D. Lieven, *La Russie contre Napoléon...*, *op. cit.*, p.335.

28. *Akty i dokumenty arxiva Vilenskogo, Kovenskogo i Grodenskogo general-gubernatorskogo upravlenija, odnosjaščiesja k istorii 1812-1813 gg.* [Actes et documents des archives du gouverneur général de Vilna, Kovno et Grodno, Vilna], 2^e partie, t. 1, Vilnius, 1913, 1913, 1^{er} centenaire, p. 35-37.

29. Cité par D. Lieven, *La Russie contre Napoléon...*, *op. cit.*, p. 269. Pour le passage de la Berezina, on se reportera à un ouvrage récent : F. Beaucour, J. Tabeur, L. Ivčenko, *La Bérézina, une victoire militaire*, Paris, Économica, 2007 et, pour les horreurs de la retraite, au baron Dufour, *Guerre de Russie, 1812*, Biarritz, Atlantica-Séguier, 2007, p. 438-442. Pour la reprise imminente de la légitimation par les Russes de la possession des provinces lituano-

Trop d'ouvrages ont décrit la tragédie de la retraite et le triomphe du général hiver. Il suffira de rappeler qu'en revenant sur le territoire de la Belarus les armées en présence affrontèrent une vague de froid qui dura trois semaines et atteignit moins 36 degrés. Pas plus qu'à l'aller, les troupes de Napoléon n'avaient conscience de ne plus être en territoire russe, mais Alexandre I^{er} allait vite marquer solennellement, à l'attention des Polonais qui en avaient douté, qu'il reprenait son bien. Jusqu'au Niémen, les débris de la Grande Armée, poursuivis sans pitié par une armée qui les massacrait, brûlèrent ce qui pouvait l'être.

Le 19 décembre, l'arrivée des vaincus à Vilna amena, le dernier membre du gouvernement provisoire encore animé d'une volonté de survie, Jan Sniadecki, à envoyer à A. K. Razoumovski, ministre russe de l'Instruction publique, une longue lettre expliquant son attitude récente par la nécessité d'éviter la destruction de l'université, la belle création du tsar. Il n'abusa personne et devait, peu après, perdre son poste de recteur.

Un tableau connu du peintre F. Damel, l'un des plus doués de l'école picturale de l'université, représente de manière saisissante la misérable cohorte traversant ce qui s'appelait encore, pour quelques jours, la place Napoléon de Vilna, mais la description la plus détaillée du passage de ces militaires fantomatiques se trouve dans les *Mémoires* de D. van Hogendorp. Le rôle du gouverneur et président du gouvernement provisoire fut central dans l'organisation la moins désordonnée possible de l'accueil des vaincus. Ce fut lui qui disposa autour de la ville tous les soldats disponibles pour retarder l'attaque russe. Informé par des courriers des terribles péripéties de la retraite, il eut encore la tâche d'organiser avec Maret, les derniers faux-semblants de la gloire : la fête du couronnement et de la victoire d'Austerlitz, le 2 décembre. Maret donna un grand dîner et Hogendorp un bal, où se pressaient encore le corps diplomatique, les gentilshommes et dames de la noblesse, les généraux. La gaieté régnait. Les nouvelles ne furent pas communiquées. Les très abondantes réserves amassées pendant l'été étaient intactes. « Je m'occupai d'abord de tout préparer pour le passage de l'empereur jusqu'à Kowno et pour la réception des déplorables débris de l'armée. Je fis afficher des placards en grosses lettres, sur lesquels étaient désignés aux soldats de chaque corps d'armée des couvents où ils devaient se rendre... J'avais persuadé aux [sic]

ruthènes, voir : A. Ratchinski, *Napoléon et Alexandre I^{er} : la guerre des idées*, préf. Jean Tulard, Paris, B. Giovanangeli, 2002.

moins de se retirer tous ensemble dans un même couvent. On fit de vains efforts pour les rendre attentifs aux placards... Tous, généraux et soldats, pénétraient de force dans la première maison qui leur paraissait convenable... Les plus forts chassaient les plus faibles...³⁰ ».

À la nouvelle du passage de Napoléon à Vilna, où il ne s'attarda pas, tous les étrangers et Français se jetèrent dans un sauve-qui-peut général, confisquant ce qu'ils pouvaient de chevaux et les derniers équipages. Hogendorp évoque la vision effrayante du roi de Naples (Murat) et du prince de Neufchâtel (Berthier), marchant côte à côte dans la neige. L'un, tel un géant, enveloppé d'une pelisse, et l'autre, tout petit, se courbant d'épuisement. La centaine de généraux arrivés fut impossible à convoquer. Aucun ordre n'était plus exécuté. Ney et Oudinot assumèrent tant bien que mal l'évacuation finale, non sans de lourdes pertes dans les gorges de la Wilia, à Ponary, après la Porte de Kowno, sous les coups des cosaques de Platov.

Les scènes qui se déroulèrent à Kowno, avant la traversée du Niémen, ne furent pas moins effrayantes. Le prieur qui avait tenu sa chronique depuis juin, nota tous les nouveaux pillages, violences et incendies, notamment celui de l'église franciscaine où avaient été entassées des armes. De nouveau, tous les moines s'enfuirent vers Datnow. Des charrettes de poudre explosèrent sur la place du marché, tandis que la soldatesque encore vivante vidait les dernières réserves d'alcool et battait des mains à chaque explosion, parmi les cadavres jonchant les rues³¹.

L'Armée russe était à Vilna le 10 décembre et à Kowno le 12. Le pandemonium se prolongea jusqu'à la fin du mois. Notre moine nota des descriptions dantesques sur l'agonie de prisonniers français. En l'absence de pope orthodoxe, les églises catholiques furent tenues de chanter des *Te Deum* à la gloire des nouveaux libérateurs. Même des juifs furent tenus de s'y agenouiller. Kowno retentit de nouvelles salves et de vivats. Illuminations et bals marquèrent le retour de ces provinces à l'Empire russe.

Plusieurs années allaient être nécessaires à la restauration des bâtiments ou toits, planchers, fenêtres, portes, poêles, tout avait été arraché et brûlé ou détruit. De la plupart, il faudrait retirer des mil-

30. *Mémoires du Général Dirk van Hogendorp, comte de l'Empire*, publiés par son petit fils M. le comte D. C. A. van Hogendorp, La Haye, 1887, p. 326-346.

31. M. Kalamajska-Saeed, « Archiwium loci caunensis... », art. cit., p. 774-775.

liers de charrettes de fumier, laissées par les cavaleries française et russe. Mais la zone lituano-ruthène fut surtout le tombeau de la majorité des victimes de ce conflit. En 1813, la *Gazette de la Cour* de Saint-Petersbourg publia, en français, *un État des cadavres d'hommes et de chevaux brûlés et enterrés dans les cinq gouvernements qui ont été le théâtre de la guerre*. Rien que dans la province de Vilna, le professeur Bécu fut tenu de continuer le ramassage des morts commencé depuis l'été. Son collègue en médecine Joseph Frank, rentré de son prudent refuge à Vienne, ironisait sur ce médecin champion des enterrements. Après de trop nauséabondes tentatives d'incinération, Bécu eut à diligenter, avec l'aide des troupes russes, l'inhumation de 72 203 cadavres sur les 243 622 recensés dans l'Empire russe. À cela s'ajoutèrent les 9 405 dépouilles de chevaux sur les 95 779 trouvées sur les routes depuis Moscou. D'énormes charniers furent creusés. L'un d'eux (environ 3 000 corps), découvert à l'occasion de la construction d'un lotissement, en mars 2002, a fait l'objet de fouilles archéologiques où l'on a reconnu des uniformes de toutes les nationalités composant la Grande Armée³².

Avant de réaliser le plan de réunion du duché de Varsovie à son propre empire évoqué avant la guerre, le tsar comprit instantanément qu'il devait effacer les vellétés séparatistes des Polonais de Lituanie-Ruthénie. Il promulgua, avant le bal que Koutouzov allait donner, le 12 décembre, à Vilna, dans le palais qu'il avait quitté en juin et où Napoléon l'avait remplacé, puis avait fait halte, une semaine plus tôt, une amnistie qui témoignait de son très grand sens politique. Par ce texte, Alexandre affichait de nouvelles dispositions mystiques, parlait de « la voix de la charité et de la pitié qui criait en lui³³ », mais surtout il réaffirmait l'idée qui avait légitimé les partages de la Pologne par sa grand-mère et que lui avait énergiquement rappelée Karamzine en mars 1811. On croit entendre la voix de ce pilier de l'idéologie impériale dans le texte de l'amnistie :

Nous espérons que notre pardon paternel conduira à la sincère contrition des coupables et nous prouverons à tous les habitants de ces régions qu'en tant que nation de toute antiquité unie aux Russes par la langue et la race, ils ne peuvent nulle part et à jamais

32. Michel Signoli, Thierry Vette, Olivier Dutour & autres (éd.), *Les oubliés de la retraite de Russie*, Paris, Teissèdre, 2008.

33. D. Bovua, *Gordiev uzgel...*, *op. cit.*, p. 204.

être plus heureux et en sécurité qu'en s'unissant en un seul corps à la puissante et généreuse Russie³⁴.

Alors reparut l'homme qui incarnait le mieux, aux yeux du tsar, l'esprit de la Pologne. A. J. Czartoryski, qui l'avait abandonné fin juin, et qui, en septembre, alors que les initiatives du gouvernement provisoire avaient tellement irrité Napoléon, proposait carrément (par l'intermédiaire de Maret) à celui-ci de se proclamer roi de Pologne-Lituanie, avait senti très vite le vent tourner. Les 6 et 27 décembre, il avait envoyé à Alexandre I^{er} une proposition identique, élaborée en accord avec quelques dignitaires de Varsovie, en cachette des Français³⁵. Loin de jouer l'offensé, le tsar reprit contact avec son ancien ministre des Affaires étrangères. Fin janvier 1813, il lui écrivit de la manière la plus agréable qu'il avait besoin de lui, qu'il continuait à songer à la Pologne et réclamait son entière confiance. Déjà, dans son esprit, s'esquissait le rattachement du duché de Varsovie au pouvoir russe. Bientôt il en ferait un petit royaume de Pologne dont il se proclamerait le roi. Mais l'idée qui figurait dans les plans envoyés par Czartoryski, celle du retour à l'union lituano-polonaise, confiée, cette fois, à un roi russe (qui eût été, selon le prince, le grand-prince Michel, frère cadet d'Alexandre, alors âgé de 16 ans), se heurta à un refus catégorique. Ici encore, le caractère karamzinien (mais aussi prôné par Chichkov et tout le parti des « vrais Russes » gravitant autour de l'impératrice mère) de l'appartenance irréversible des provinces lituano-ruthènes à l'Empire fut affirmé :

Je dois vous prévenir de la manière la plus catégorique que penser à mon frère Michel est inadmissible. N'oubliez pas que la Lituanie, la Podolie et la Volhynie se considèrent jusqu'ici comme des régions russes et qu'aucune logique au monde ne convaincra la Rus-

34. « Надемся, что сие Наше чадолюбивое прощение приведёт в чистосердечное раскаяние виновных и всем вообще областей сих жителям докажемь, что они, яко народ издревле единойзычный и единоплеменный с Россиянами, нигде и никогда не могут быть толико щастливы и безопасны, как в совершенном во едино тело слиянии с могущественной и великодушной Россиею ». D. Bovuа, *Gordiev uzgel...*, *op. cit.*, p. 204.

35. M. Handelsman, *Adam Czartorysk.*, *op. cit.*, t.1, Warszawa, 1948, p. 80-81.

sie qu'elles puissent se trouver sous le sceptre d'un autre souverain que celui qui y règne³⁶.

Ainsi, en dépit de l'indéracinable conviction, hautement exprimée par les Polonais à travers tout le XIX^e siècle, espérée encore en 1818, revendiquée en 1831 et 1863, puis jusqu'en 1920, que les provinces de l'Ouest de l'Empire étaient leurs anciens confins, qui rejoindraient, un jour, la Pologne centrale et ethnique, Alexandre I^{er} assura, dès sa victoire sur Napoléon, que la frontière occidentale de son empire resterait celle qu'avait fixée Catherine II. La théorie tsariste d'une « Russie triple dans son unité » (Russie, Belarus et Ruthénie-Ukraine) trouva, fin 1812, son ciment presque définitif. En 1818, inaugurant la diète de Varsovie dans son nouveau Royaume de Pologne, Alexandre sembla encore sur le point de céder à la « communauté rêvée » des Polonais et de leur rendre « leurs confins », mais il n'en fit rien, toujours rappelé à l'ordre par Karamzine. Avec Nicolas I^{er} et au-delà, il ne fut plus jamais question de provinces « ci-devant polonaises », mais uniquement de « provinces de l'Ouest ». Si elle ne fut pas vraiment « patriotique », la grande guerre de 1812 cimentait bien cet ordre impérial.

Paris I, Panthéon-Sorbonne

36. « Я должен предупредить Вас однако при том, самым решительным образом, что мысль о моём брате Михаиле не может быть допущена. Не забывайте, что Литва, Подолия, Вольнь считают себя до сих пор областями русскими и что никакая логика в мире не убедит Россию, чтобы они могли быть под владычеством иного государя, кроме того, который царствует в ней ». D. Bovua, *Gordiev uzgel...*, *op. cit.*, p. 205.